Nouvelles locales du jeudi 1er août 2013

@rib News, 01/08/2013 | Economie - L'Observatoire de l'Action Gouvernementale ne comprend pas pourquoi un autre ministre que celui des finances soit invité pour expliquer le projet de loi sur les taxes devant les sénateurs. En effet, lors de l'analyse de ce projet de loi, c'est la ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida qui s'est présentée devant les sénateurs ce mercredi pour en expliquer le contenu. Ainsi, le président de l'OAG considère qu'un ministre autre que celui des finances n'est pas du tout le mieux placé pour expliquer aux députés les procédures techniques de la fiscalité. Godefroid Manirambona demande aux parlementaires de ne plus accepter une telle chose dans l'intérêt général si non selon lui, cela montre qu'ils ne sont pas en train de faire correctement le travail que la population leur a confié. [Bonesha]

- Le porte-parole du gouvernement pense quant à lui qu'une telle chose est plutôt simple dans la mesure où tous les membres du gouvernement connaissent bien le contenu d'un projet de loi qui a été débattu en séance plénière au conseil des ministres. Philippe Nzobonariba trouve que n'importe quel ministre peut expliquer tout projet de loi débattu au conseil des ministres quel que soit le domaine considéré puisqu'il appartient au ministre concerné de convaincre les autres pour qu'ils votent ce projet de loi. Il renchérit en disant que le vote de ce projet de loi ne devrait pas attendre le retour du ministre des finances qui était en mission de travail à Washington alors que les autres ministres sont là et comprennent le système. [Bonesha]

- Contradiction dans les propos tenus par différentes personnes quant au motif d'interdiction des motards de traverser les ponts dans la ville de Bujumbura. Alors que le maire de la ville fait savoir que cette mesure a été prise pour améliorer la sécurité et faire respecter la loi, le porte-parole de la police précise quant à elle que cette mesure a été prise pour le strict respect du code de la route. Mais, les associations des motards font savoir que d'autres motifs sont derrière cette décision. En effet, le président de l'association AJTB précise que le maire de la ville n'a pas du tout l'intention de contenir que les associations de motards aient refusé une mesure prise par ce dernier au profit des gilets de motards à 50.000FBu alors qu'ils s'achètent à 6.000FBu seulement. Gervais Nijimbere ajoute aussi que selon cette décision du maire qui est contestée, les cotisations des motards sont passées de 500FBu à 1.000FBu par moto et par jour au moment où même ces 500FBu qu'ils paient actuellement ne leur sont pas profitables. Il affirme aussi qu'il y aurait une autre association de motards qui aurait accepté de mettre en application ces décisions du maire de la ville et c'est pourquoi le maire est en train de courir derrière ces associations qui se sont insurgées contre sa décision. [Rpa]

| Justice - Le barreau de Bujumbura continue de s'inquiéter sur la préparation des états généraux de la justice prévus à partir de ce lundi à Gitega. Selon son président, le choix des invités ainsi que la thématique ne sont pas bien définis dans l'organisation de ces états généraux. Maître Isidore Ruyikiri trouve qu'il n'est pas nécessaire d'impliquer à Gitega puisque selon lui, la réponse des questions qui hantent la justice se trouve à Bujumbura, le centre de décisions dans n'importe quel domaine. Il renchérit en disant qu'il suffit que le président de la République d'indépendance de la magistrature et il en sera ainsi. Ce professionnel du droit dit que la justice devra être libérée par le pouvoir exécutif qui la prend en otage depuis longtemps. Il dit ne pas comprendre par ailleurs pourquoi à l'heure actuelle, les conférenciers, les thèmes à développer ne sont pas encore connus. Ainsi, il s'agit selon lui d'un simple atelier participatif ne visant que parler seulement et rentrer après. [Rpa/Bonesha/Isanganiro]

- L'ancien ministre de la justice Jean Baptiste Manwangari trouve que cette réunion de Gitega est très importante et ce qui est attendu est composé uniquement de formes de la justice burundaise. Il affirme que l'histoire a montré que de tels rendez-vous sont une occasion propice de mettre les choses sur une bonne piste. Selon lui, la justice burundaise a besoin d'indépendance et d'impartialité des juges qui sont des principes reconnus par la constitution de la République du Burundi. Il renchérit que le pays a besoin de voir ces principes mis en œuvre dans l'intérêt de la population en général et demande ainsi au pouvoir de ne pas prendre le passé comme exemple puisque le pouvoir exécutif n'a jamais donné la chance au pouvoir judiciaire de s'épanouir. Selon lui, le rendez-vous de Gitega est une occasion en or pour la justice burundaise de recouvrer cette indépendance et cette impartialité. [Rpa]

- La commission chargée de préparer les états généraux de la justice qui se tiendront depuis lundi de la semaine prochaine à Gitega tranquillise le syndicat des magistrats. Le secrétaire de cette commission estime que les inquiétudes de ce syndicat ne sont pas fondées du moment que l'objectif de ces états généraux sont conformes à l'intérêt général de la justice en général et des juges en particulier tant syndicaux que syndiqués. Gérard Rugerintwaza a répondu aussi aux inquiétudes des avocats réunis au sein du barreau de Bujumbura. En effet, il a signifié que les points qui feront l'objet d'exposés sont successivement : l'indépendance de la magistrature, le fonctionnement de l'appareil judiciaire, l'accès à la justice, la chaîne pénale, l'administration pénitentiaire, la matière commerciale et l'allocation des ressources à la justice. Il ajoute aussi que la commission a ciblé les personnes qui participeront à ces états généraux et précise qu'il s'agit des personnes qui vont donner des propositions que le domaine de la justice a besoin pour bien fonctionner suivant les thèmes choisis. Il précise également que les propositions qui seront énoncées seront capitulées dans un document qui va servir de base à la planification sectorielle au niveau du ministère de la justice. [Isanganiro/Bonesha/Rtnb/Rpa]

| Droit de l'homme - Les habitants de la zone Maramvya de la commune Mutimbuzi dans la province de Bujumbura ont fait ce jeudi un sit-in devant les bureaux de l'Ombudsman burundais pour se plaindre contre leur administrateur communal. En effet, selon leurs déclarations, l'administrateur communal de Mutimbuzi, en collaboration avec un petit groupe de cadres du ministère de l'environnement veut les exproprier en cachette et sans indemnité de leurs parcelles. Le bureau de l'Ombudsman les a accueillis, les a écoutés et a promis de s'exprimer ultérieurement. Quant à l'administrateur communal pointé du doigt, il rejette ces allégations. Jean Marie Vianney Mutabazi précise qu'il s'agit d'un petit nombre de personnes qui ne comprennent pas ce qui se passe. [Rpa/Rtnb/Rtr]

| Education - Les enseignants réunis au sein du syndicat CONAPES dans la province de Ngozi affirment qu'ils ne comprennent pas pourquoi ils n'ont pas reçu leur salaire du mois de juillet. Selon eux, ils s'attendaient même à une régularisation de leurs arriérés des jours durant lesquels ils ont travaillé pendant les cours des mois de mai et juin comme cela avait été promis par le ministre de la fonction publique. Ils font savoir que leur situation va s'aggraver dans ces jours puisqu'ils viennent de passer trois mois sans toucher un seul sou. Le président

syndicat CONAPES dit qu'il est en train de confectionner des listes des enseignants concernés par cette situation. Emmanuel Mashandari ajoute qu'après, il ira lui-même chercher le nœud du problème. [Isanganiro/Bonesha] Sécurité
Un enfant de 3 mois a été tué la nuit de ce mercredi à jeudi dans la commune urbaine de Bwiza. Selon des témoins sur place, il était vers 2h du matin et la police était en train de chasser des personnes qui passent la nuit dans la rue sur la 4^{ème} avenue. Une bagarre a ainsi éclaté entre ces personnes et la police et un jet de pierres est suivi. Ainsi, un policier a lancé une pierre qui a touché cet enfant dont la mère était parmi ces personnes. Le corps de cet enfant a été conduit le matin de ce jeudi à la morgue et la police a fait savoir qu'elle a commencé des enquêtes pour savoir les circonstances dans lesquelles le drame est produit ainsi que son auteur. [Isanganiro/Rtr]